

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Commission statutaire du 9 juillet 2014

Dispositions de nature statutaire

Ministère de la décentralisation et de la fonction publique

Projet de décret relatif à l'intégration de deux corps de fonctionnaires du ministère de la défense dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et modifiant le décret n°2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat

Le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 a fixé le statut du nouveau corps interministériel à gestion ministérielle (CIGeM) des attachés d'administration de l'Etat et le décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 a prévu les modalités d'intégration de seize corps ministériels dans le CIGeM.

Le projet de décret ci-joint vise en premier lieu à intégrer les membres de deux nouveaux corps ministériels dans le CIGeM. Il modifie par ailleurs certains articles du décret précité du 17 octobre 2011, à la demande des autorités de rattachement du corps interministériel.

Les principales dispositions figurant dans ce projet portent ainsi sur les points suivants :

1. Préciser les modalités d'intégration des attachés d'administration du ministère de la défense et des directeurs des services déconcentrés du ministère de la défense dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat :

Les dispositions du présent projet sont, sur ce point, similaires à celles figurant, pour les corps homologues, dans le décret précité du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps.

C'est ainsi que le 3° de l'article 4 du présent projet complète l'annexe du décret du 17 octobre 2011 afin, d'une part, de préciser que le ministre de la défense constitue une nouvelle autorité de rattachement du CIGeM, d'autre part, de déterminer les services et établissements pour lesquels ce ministre assurera le recrutement et la gestion des membres du corps interministériel des attachés.

En outre, les modalités d'intégration des attachés d'administration du ministère de la défense dans le CIGeM, prévues au chapitre II du titre III du projet, reprennent, avec les adaptations nécessaires, les dispositions du chapitre Ier du titre II du décret précité du 30 septembre 2013 relatives à l'intégration des membres des corps homologues d'attaché d'administration dans le CIGeM.

S'agissant des membres du grade des directeurs des services déconcentrés du ministère de la défense, dont la grille se termine à l'indice brut (IB) 985, il est prévu, au chapitre III du titre III du texte, de les intégrer dans le grade en extinction de directeur de service du corps interministériel, qui culmine à l'IB 985, à l'instar notamment des conseillers d'administration scolaire et universitaire (cf. chapitre II du titre II du décret précité du 30 septembre 2013).

2. Modifier la durée de séjour dans les échelons des différents grades du corps interministériel afin d'y intégrer la durée des réductions automatiques d'ancienneté :

L'intégration des membres des deux corps du ministère de la défense, et la modification qu'elle suppose du décret du 17 octobre 2011, offre l'opportunité de modifier la durée de séjour dans les échelons des différents grades du corps des attachés d'administration de l'Etat, afin d'y intégrer les réductions automatiques d'un mois par an de la durée d'échelon actuellement prévue par le statut.

Dans sa rédaction actuelle, le dernier alinéa de l'article 18 du décret du 17 octobre 2011 prévoit en effet l'attribution automatique d'un mois de réduction par année de la durée de l'échelon à chacun des membres du corps, hormis à ceux ayant atteint l'échelon sommital de leur grade et aux fonctionnaires stagiaires.

Cependant, les autorités de rattachement du CIGEM chargées de mettre en œuvre ces dispositions nous ont fait part des difficultés que leur pose ce dispositif de réduction automatique d'ancienneté, notamment du point de vue pratique en termes d'accroissement important de la charge de travail pour les gestionnaires.

C'est pourquoi, à la demande des différentes autorités de gestion du corps interministériel, et dans un souci de simplification de la gestion du nouveau corps, il est proposé, à l'article 2 du projet ci-joint, de supprimer le mécanisme de réduction automatique d'ancienneté d'échelon, et de réduire parallèlement la durée de séjour dans les échelons des différents grades du corps, à raison d'un mois par année que comporte chaque échelon.

Ces nouvelles durées d'échelon prendront effet au 1^{er} janvier 2015. A cette même date, les membres du corps seront reclassés dans leur échelon avec une ancienneté conservée qui sera proratisée, conformément au tableau figurant à l'article 6 du projet, pour tenir compte de la nouvelle durée (réduite) de leur échelon.

Il convient toutefois de souligner qu'il n'est pas prévu de raccourcir la durée des échelons qui est actuellement fixée à un an et qui demeure donc inchangée.

Enfin, il est proposé, à l'article 7 du projet, et afin notamment de compenser l'absence de réduction de la durée des échelons d'un an, d'attribuer une réduction d'ancienneté d'une durée d'un mois, au titre de l'année 2014, à chaque membre du corps hormis à ceux ayant atteint l'échelon sommital de leur grade et aux fonctionnaires stagiaires.

3. Aménager la rédaction de certaines dispositions du décret du 17 octobre 2011 :

Tout d'abord, à la demande du ministère des affaires sociales et de la santé, l'article 1^{er} du projet prévoit la possibilité, pour les membres du CIGeM, d'exercer les fonctions d'agent comptable lorsqu'ils sont affectés dans un établissement public relevant de la tutelle du ministre des sports. L'article 4 du texte modifie également l'intitulé de l'autorité de gestion de ce ministère : les termes « Ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale » seront remplacés par les termes « Ministres chargés des affaires sociales ».

Par ailleurs, il est prévu de remplacer, au 1^o de l'article 24 du décret du 17 octobre 2011 qui définit le premier vivier d'accès au grade d'attaché hors classe, la référence aux emplois culminant au moins à l'IB 1015 par celle des emplois culminant au moins à l'IB 985, dans la mesure où il existe des emplois fonctionnels de débouché des attachés, au ministère de l'éducation nationale et au Conseil d'Etat, qui se terminent encore à l'indice 985 (cf. article 3 du projet).

Enfin, le ministère de l'intérieur a souhaité modifier l'article 8 du décret n° 64-260 du 14 mars 1964 fixant les conditions de nomination au choix dans le corps des sous-préfets, afin de remplacer la mention des corps d'attachés du ministère de l'intérieur et de directeurs de préfecture, lesquels ont été intégrés dans le CIGeM par le décret du 30 septembre 2013, par celle du nouveau corps interministériel d'attachés (cf. article 5 du projet).

*

Le présent projet de décret est soumis à l'avis de la commission statutaire du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, sur le fondement du 7° du I de l'article 2 du décret n°2012-225 du 16 février 2012, dans la mesure où il concerne un corps interministériel relevant de la compétence de plusieurs comités techniques.